
Capital culturel, district culturel et biens communs

Vers une approche économique intégrée du patrimoine et du développement durable

Cultural capital, cultural district and commons. Towards an economic integrated perspective on heritage and sustainable development

Enrico Bertacchini



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insituarss/883>
DOI : 10.4000/insituarss.883
ISSN : 2680-4972

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Enrico Bertacchini, « Capital culturel, district culturel et biens communs », *In Situ. Au regard des sciences sociales* [En ligne], | 2021, mis en ligne le 18 mars 2021, consulté le 22 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/insituarss/883> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insituarss.883>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mars 2021.



La revue *In Situ. Au regard des sciences sociales* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Capital culturel, district culturel et biens communs

Vers une approche économique intégrée du patrimoine et du développement durable

Cultural capital, cultural district and commons. Towards an economic integrated perspective on heritage and sustainable development

Enrico Bertacchini

- 1 Au cours des deux dernières décennies, la culture et le patrimoine ont reçu, de la part des milieux universitaires et aussi bien que politiques, une profonde reconnaissance en tant que moteurs du développement économique. Le lien « patrimoine et développement » a donné lieu à un puissant récit approuvé par les agences internationales de développement et d'autres acteurs publics et institutionnels qui l'ont identifié comme un modèle attractif d'action¹.
- 2 Le discours économique sur le patrimoine culturel en tant que moteur potentiel du développement a été alimenté par l'application de cadres conceptuels et analytiques à l'évaluation des décisions d'investissement et des défis économiques imposés par sa conservation. Il convient toutefois de réexaminer sa gestion si l'on veut assurer un développement local et équitable qui permette d'apporter aux communautés locales l'attention qu'elles demandent en tant que gardiennes du patrimoine et de mieux apprécier les approches intégrées de sa conservation.
- 3 Pourtant, l'analyse économique appliquée au domaine de la culture et du patrimoine manque encore d'un cadre global permettant de relever les défis multiformes que pose ce nouveau paradigme de développement. Conçue à l'origine par le prix Nobel Elinor Ostrom dans l'étude de l'efficacité des mécanismes de gouvernance pour la gestion durable des ressources naturelles par les communautés locales, la perspective des « biens communs » peut enrichir l'analyse économique du patrimoine culturel en lui permettant de démêler les dilemmes et les tensions qui peuvent survenir dans sa conservation et sa gestion par rapport au contexte social et institutionnel.

- 4 Cet article rend compte du cheminement intellectuel qui, dans le débat culturel et économique, conduit à adopter cette nouvelle perspective. Il réexamine d'un œil critique les notions de capital culturel et de district culturel et introduit celle de biens communs culturels, affirmant que les trois concepts combinés pourraient représenter les éléments constitutifs d'une approche intégrée pour analyser le rôle et les défis du patrimoine dans le développement durable.

Capital culturel : le patrimoine en tant qu'actif productif et la question de la durabilité

- 5 Pendant de nombreuses décennies, les économistes ont abordé le patrimoine culturel sous l'angle du dilemme que pose sa conservation du point de vue du bien public (Mossetto 1994 ; Serageldin 1999). En mettant particulièrement l'accent sur le patrimoine culturel bâti, les monuments, les édifices historiques et les sites archéologiques qui génèrent des avantages non rivaux et souvent difficilement exclusifs pour un large groupe de personnes (communautés locales, touristes, prestataires de services touristiques), qui ne contribuent pas financièrement de façon directe à leur préservation. En conséquence, le patrimoine culturel a été par nature conçu comme un passif en raison des coûts d'opportunité implicites qu'implique l'investissement dans sa conservation par rapport aux opportunités de développement manquées (Grefe 2004). Cette perspective a souvent fourni la justification économique fondamentale de l'intervention du secteur public et des incitations fiscales pour soutenir la préservation du patrimoine culturel, mais a négligé la contribution que celui-ci peut apporter au développement local et durable.
- 6 Un premier pas vers la reconsidération du patrimoine dans les processus de développement économique passe par l'élaboration du concept de capital culturel (Throsby 1999). Dans cette perspective, le patrimoine est considéré comme un actif immobilisé – semblable aux concepts de capital physique, humain et naturel utilisés dans l'analyse économique – qui contribue, combiné à d'autres facteurs, à la production d'autres biens et services. Le concept a été développé dans une période historique caractérisée par la reconnaissance croissante de la nécessité d'inclure la culture dans le paradigme du développement durable et qui a conduit à la publication du rapport « Our creative diversity », préparé par la World Commission on Culture and Development (Throsby 2017).
- 7 Le principe à la base du capital culturel en tant que concept économique est que le patrimoine, tant matériel qu'immatériel, est un stock de capital qui incarne ou donne naissance à des valeurs culturelles – pour des raisons historiques, religieuses, spirituelles, symboliques ou identitaires – en plus de toute autre valeur économique qu'il pourrait posséder. Les valeurs économiques et culturelles sont mises pour la première fois au même niveau d'appréciation dans l'analyse économique et l'interaction entre ces deux systèmes de valeurs aide à comprendre le rôle du patrimoine dans les stratégies de développement ainsi qu'à adapter les stratégies appliquées à sa conservation et à sa gestion. Dans certaines circonstances, l'intérêt culturel du patrimoine peut avoir des retombées économiques s'il est pris en compte dans les mécanismes d'évaluation de sa valeur financière, rendant sa conservation économiquement viable ou donnant lieu à des flux de biens et services échangés au fil du temps sur les marchés. Souvent, malgré une valeur culturelle élevée, le bien

patrimonial présente une faible valeur économique en raison de ses caractéristiques non marchandes et de bien public. Dans ce cas, les conflits sont davantage susceptibles de survenir, car les enjeux du développement favorisent d'autres utilisations plus rentables de ce bien patrimonial, qui négligent la préservation de ses dimensions culturelles.

- 8 Surtout, la compréhension du patrimoine matériel et immatériel en tant que capital culturel a permis d'étendre à la sphère culturelle l'analyse de la durabilité appliquée aux ressources naturelles et écologiques (Throsby 1995). Le capital culturel apporte une perspective dynamique à l'analyse des ressources culturelles, car le stock de valeur culturelle que représentent les biens patrimoniaux peut se détériorer ou disparaître s'il n'est pas correctement conservé, entretenu et transmis de génération en génération. En outre, la préservation du patrimoine culturel peut s'expliquer par la nécessité de trouver un équilibre dynamique dans la substituabilité entre les formes de capital qui donnent lieu à des valeurs distinctes pour la société. Par exemple, les principes de durabilité, tels que l'équité intergénérationnelle, le principe de précaution ou la reconnaissance de la valeur de la diversité, peuvent être facilement appliqués dans les stratégies de conservation du patrimoine, comme investissements dans la conservation du patrimoine urbain (Throsby 2016).
- 9 Pourtant, si ces principes fournissent une base théorique pour la conservation du patrimoine culturel dans une perspective durable, du point de vue du bien-être social, ils fournissent peu d'indications sur le niveau et l'étendue de la protection de ce patrimoine qui serait optimale en termes opérationnels. En effet, contrairement aux ressources naturelles et aux services écosystémiques, les préférences et les attitudes à l'égard des valeurs culturelles exprimées ou produites par les biens patrimoniaux sont plus difficiles à quantifier ou à mesurer objectivement. De plus, les investissements culturels visant à accroître le capital culturel peuvent non seulement être orientés vers la conservation du patrimoine existant, mais aussi vers des œuvres d'art et des biens culturels nouveaux et contemporains.

District culturel : la dimension entrepreneuriale et territoriale des biens patrimoniaux

- 10 À côté du capital culturel, un autre concept, celui de district culturel, est apparu dans le débat économique, offrant une perspective assez différente sur le lien entre patrimoine et développement. Cette notion a été introduite par Santagata (2002 ; 2006) pour analyser les concentrations de ressources et d'activités culturelles ayant un lien symbolique et intellectuel avec une communauté locale et un territoire spécifique. Un district culturel est le dépositaire géographique d'une expression ou d'un produit culturel spécifique, basé sur une communauté qui est généralement cohésive dans ses traditions, capable de créer la confiance et la coopération entre ses membres. Les exemples de districts culturels vont des quartiers culturels métropolitains à forte concentration de théâtres, de musées et d'activités récréatives aux systèmes de production localisés de biens et de services dont la valeur réside dans la qualité esthétique et la signification culturelle qu'ils véhiculent, comme les produits artisanaux ou de mode. Le lien étroit avec le contexte social et son évolution historique est à la base de l'avantage concurrentiel des produits locaux et culturels, car ils sont le résultat de l'accumulation d'un capital culturel et de connaissances locales. En même temps, le

concept de district culturel s'inspire de l'analyse marshallienne des industries localisées pour expliquer la dynamique de concentration des producteurs culturels et la création d'une atmosphère culturelle par la communauté. Selon Walter Santagata, les districts culturels émergent et évoluent en raison des externalités économiques positives et des retombées découlant des concentrations d'activités ou de ressources culturelles spécialisées mais complémentaires, associées aux marchés du travail locaux et aux activités innovantes. La logique du district culturel a été déterminante pour encadrer la compréhension des processus de développement axés sur la culture, de la ville d'art (Lazzaretti 2003) aux systèmes culturels urbains (Sacco, Ferilli, Blessi & Nuccio 2013) et régionaux plus complexes.

- 11 Ce qu'il convient de souligner ici, c'est que la perspective du district culturel s'appuie sur celle du capital culturel en mettant l'accent sur la dimension entrepreneuriale et organisationnelle de la production des biens et services liés au patrimoine culturel. L'unité d'observation ce ne sont pas les biens culturels formant le stock de capital culturel ou générant des flux de services économiques, mais les entreprises, organisations et professionnels culturels qui utilisent le capital culturel comme un facteur du processus de production. Par conséquent, la question clé à laquelle cette approche cherche à répondre est de savoir comment les acteurs économiques et culturels sont en mesure de tirer parti du capital culturel d'un lieu dans une atmosphère industrielle et créative et de stimuler le développement économique local. Une première réponse vient d'une conceptualisation plus large du patrimoine culturel (et du capital également), plus proche de la perspective anthropologique du patrimoine matériel. Au-delà des organisations les plus traditionnelles qui produisent le patrimoine officiel, comme les œuvres d'art, les collections, les monuments et les antiquités, l'approche basée sur le district culturel permet de montrer comment le patrimoine peut prendre la forme d'expressions plus immatérielles intégrées dans les industries créatives, telles que l'artisanat, et les savoirs et savoir-faire traditionnels (Barrère 2013).
- 12 Plus important encore, l'approche par le district culturel souligne la nécessité d'une action collective des acteurs culturels pour faire du patrimoine un moteur du développement local. Alors que les quartiers et les districts culturels peuvent émerger spontanément – avec des entreprises et des organisations culturelles exploitant des économies d'agglomération qui stimulent la colocalisation et la formation de réseaux de collaboration –, dans la plupart des cas, les systèmes culturels locaux ne sont que des districts culturels « potentiels ». Avoir une concentration relativement élevée d'activités culturelles ou de biens patrimoniaux dans une ville n'est pas une condition suffisante pour activer une logique de district. Ce qu'il faut, c'est une vision et une attitude entreprenante des acteurs locaux face à l'objectif commun de créer une meilleure image du potentiel culturel et patrimonial du système local. Dans un district culturel, il existe une tension permanente entre concurrence et coopération. Chaque musée ou entreprise culturelle est en concurrence avec les autres pour attirer des visiteurs, des touristes ou encore pour vendre ses produits sur les marchés locaux et internationaux, mais en même temps, ils doivent coopérer et collaborer directement ou indirectement pour garantir que la qualité et la réputation de l'ensemble des biens patrimoniaux du district soient maintenues. Dans cette perspective, le lien entre les districts culturels et le développement local passe par la sensibilisation des acteurs culturels à l'importance de se comporter et de fonctionner comme un système collectif

et intégré. Dans ce cas, les institutions (telles que les marques collectives ou les normes) et les politiques de marketing territorial jouent un rôle crucial pour déclencher une logique de district qui permette le développement d'une image commune du système culturel local et favorise la coopération et un ajustement entre les différentes motivations des acteurs individuels.

Figure 1



Vignobles des Langhe (Piémont, Italie) : un exemple de quartier culturel où les biens paysagers et gastronomiques découlent de la concentration de ressources culturelles et de l'action collective des acteurs culturels.

© Photo Megan Mallen, distr. Flickr.com (sous licence CC BY 2.0).

Biens communs culturels : le patrimoine en tant que ressource partagée et ses dilemmes sociaux

- 13 À la suite des travaux pionniers d'Elinor Ostrom (1990) sur les systèmes de gestion en commun des ressources naturelles, le terme « biens communs » a été généralement utilisé dans l'analyse économique pour définir les ressources physiques qui font l'objet d'une surutilisation et de dilemmes d'appropriation, ainsi que les régimes de propriété et de gouvernance de ces mêmes ressources qui sont détenues en commun ou qui nécessitent une action collective. Plus récemment, une importance croissante a été attribuée aux ressources partagées résultant d'une action humaine, comme l'information, le savoir, les infrastructures ou les paysages urbains, qui pourraient être appréciées et analysées comme de nouvelles formes de biens communs, souvent assujetties au phénomène des enclosures (Boyle 2003 ; Hess & Ostrom 2007 ; Hess 2008). Dans ce cas, le défi principal est d'évaluer dans quelle mesure le cadre analytique développé dans la littérature générale sur la gestion des ressources communes, pourrait être appliqué à ces biens collectifs immatériels et quels types de dilemmes sociaux se posent.

- 14 Le patrimoine et les expressions culturelles étant généralement conçus comme des constructions sociales qui nécessitent un certain degré d'interaction et de transmission humaines pour être produits et utilisés, il n'est pas étonnant que les chercheurs aient commencé à les examiner sous cette nouvelle perspective des biens communs. Deux raisons principales ont conduit à ce changement de paradigme dans le discours sur le patrimoine. Tout d'abord, la recherche sur les biens communs est en partie issue d'une critique des approches traditionnelles qui considéraient la propriété publique ou privée comme le seul moyen d'utiliser de façon durable les ressources collectives. De même, le discours sur le patrimoine et le développement n'a souvent porté attention qu'aux pouvoirs publics pour la conservation et la gestion du patrimoine ou au secteur privé du tourisme comme principal vecteur pour l'exploitation économique du secteur patrimonial. Inversement, on reconnaît aujourd'hui davantage le rôle des communautés locales dans les questions de conservation du patrimoine ainsi que les principaux objectifs des stratégies de développement durable fondées sur le patrimoine (Gould 2018 ; Varine 2002).
- 15 Deuxièmement, alors que le patrimoine culturel a généralement été analysé en fonction de ses attributs physiques et immatériels, distinctement traités, ces dernières années ont vu une prise de conscience croissante de l'interaction entre ces différents éléments (Gonzalez 2014). À cet égard, Bertacchini, Bravo, Marrelli et Santagata (2012) ont proposé un nouveau programme de recherche qui tente de définir le domaine des biens communs culturels pour étudier les expressions culturelles, sous des formes matérielles et immatérielles, comme ressources partagées par une communauté et impliquant des dilemmes sociaux. De même, Peter G. Gould (2017) discute de la façon dont les mécanismes d'autogestion des biens communs s'appliquent à la gestion des ressources patrimoniales.
- 16 Considérer le patrimoine comme un bien culturel commun a des implications analytiques pertinentes pour gérer le patrimoine de manière durable en favorisant un développement local et équitable. En mettant l'accent sur la dimension « communautaire », il fournit un cadre pour interpréter les caractéristiques de la communauté et la structure des interactions des acteurs qui partagent et utilisent la ressource patrimoniale. Le patrimoine est en effet apprécié et géré par une communauté d'acteurs et de parties prenantes qui opèrent à différentes échelles (internationale, nationale, locale) et peuvent exprimer des intérêts divergents quant au type d'utilisation de la ressource (scientifique, loisirs, politique, moyens de subsistance, etc.).
- 17 De plus, la perspective des biens communs permet de mettre en évidence et de systématiser dans un cadre global les divers dilemmes sociaux qui entravent le rôle du patrimoine en tant qu'activateur potentiel du développement durable à l'échelle locale. En tant que ressource physique, le patrimoine culturel bâti souffre des dilemmes sociaux plus familiers identifiés pour les ressources communes, comme la surutilisation et l'emballement des loyers. Ceci ressort clairement à partir des effets de congestion générés par les dynamiques touristiques, où le développement excessif de la demande touristique sur les sites culturels menace la conservation durable du patrimoine (Zhang 2012). Cependant, les formes matérielles et immatérielles du patrimoine culturel sont confrontées à un dilemme social plus dynamique, qui implique une reconnaissance et une appropriation évolutives des valeurs patrimoniales par différents groupes d'acteurs. La transmission du patrimoine culturel immatériel représente le cas le plus

emblématique d'un dilemme social dynamique affectant les expressions et pratiques culturelles partagées par une communauté (Cominelli & Greffe 2012). Cela dépend en fait de la participation des membres d'un groupe culturel donné à la production de leur culture commune, mais aussi du fait qu'il existe une tension intrinsèque entre les questions de conservation et d'innovation.

Figure 2



Le surtourisme et la marchandisation du patrimoine à Venise : un exemple de dilemme social affectant l'utilisation durable du patrimoine.

@ Photo AFP.

- 18 La marchandisation du patrimoine s'inscrit également dans ce type de dilemmes sociaux. Lorsque la qualité culturelle d'un bien patrimonial fait l'objet d'une commercialisation, la valeur économique de ce bien augmente et la demande accrue exprimée par des personnes extérieures à la communauté locale et traditionnelle qui l'a produit risque de diluer ou de transformer la signification culturelle qui lui était associée. De même, le processus de transmission du patrimoine (patrimonialisation) (Gravari-Barbas & Renard 2010) qui entraîne un conflit sur la conservation et l'appropriation de certains aspects spécifiques des valeurs patrimoniales entre les pouvoirs publics, les acteurs commerciaux et la communauté locale, peut être considéré comme une sorte de dilemme social affectant le patrimoine en tant que bien commun. Par exemple, le risque de dégradation des pratiques culturelles traditionnelles en tant que biens culturels communs peut provenir non seulement de la perte des traits culturels par les membres de la communauté, mais aussi de l'épuisement ou de la perte d'accès aux ressources naturelles et matérielles sur lesquelles ces expressions culturelles traditionnelles sont fondées. Par conséquent, des approches trop strictes de la conservation du patrimoine culturel et du capital naturel peuvent entraver l'évolution des expressions culturelles immatérielles. Plus généralement, les approches communautaires de conservation du patrimoine peuvent être considérées comme des dilemmes sociaux communs. Pour assurer la gestion et le

développement durables du patrimoine culturel, les parties prenantes doivent faire l'objet des mêmes incitations à conserver et utiliser les ressources communes. Il faut pour s'en assurer que les bénéfices découlant de la valorisation du patrimoine ainsi que les coûts des politiques de conservation supportés par les différents acteurs soient équilibrés.

Figure 3



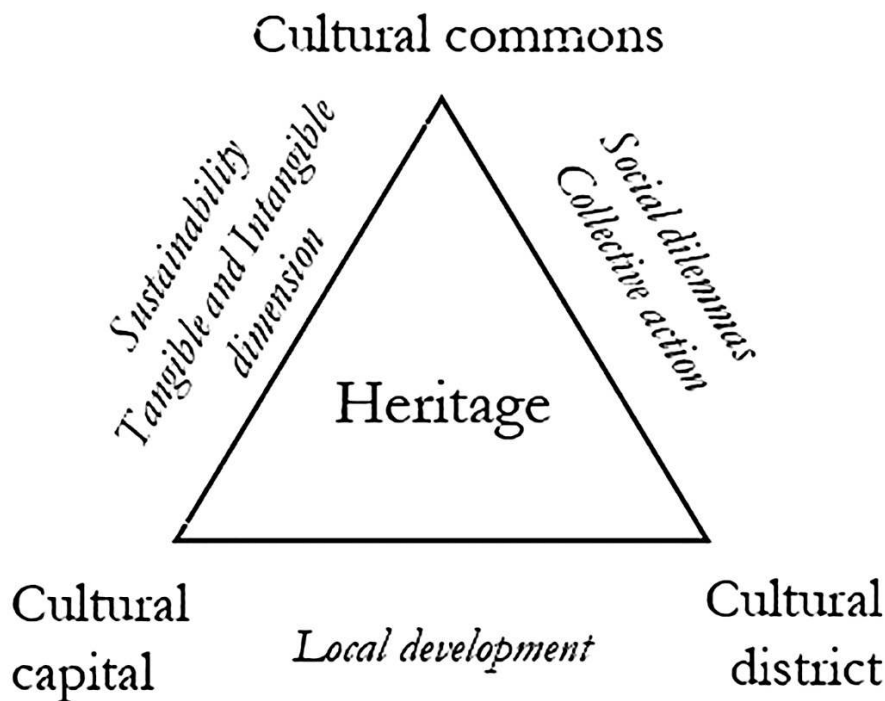
Avec plus de 100 000 habitants vivant dans la zone du site et le passage de millions de touristes, le patrimoine mondial d'Angkor est un exemple de patrimoine commun où de multiples usages et de multiples acteurs interagissent.

© Bjørn Christian Tørrissen, distr. Common.wikimedia.org (sous licence CC BY-SA 4.0).

Vers une approche intégrée

- 19 Cette analyse montre comment le concept de biens culturels communs, récemment introduit dans le débat économique, élargit les principaux modèles interprétatifs du capital culturel et du quartier culturel qui avaient été proposés pour analyser les trajectoires du développement local fondé sur le patrimoine. La fig. 4 ci-dessous illustre les principaux points de contact et la complémentarité entre les trois approches. Les concepts de capital culturel et de district culturel partagent la reconnaissance du rôle des ressources culturelles dans les processus de production pour promouvoir le développement local. Cependant, ils mettent l'accent sur des questions et des dynamiques distinctes concernant la conservation et la gestion du patrimoine culturel, qui peuvent plutôt se référer à la perspective des biens culturels communs.

Figure 4



Une approche intégrée du patrimoine et du développement durable.

© Enrico Bertacchini.

- 20 Comme celle de capital culturel, l'idée de biens culturels communs met en évidence l'intérêt d'analyser le patrimoine en termes de dimensions matérielles et immatérielles ainsi que de principes de durabilité. Cependant, en examinant plus directement les caractéristiques et le comportement de la communauté, la perspective des biens communs culturels met en lumière les dynamiques sociales complexes qui conduisent, dans la conservation et l'utilisation du patrimoine, à l'interaction entre ses composantes matérielles et immatérielles. En outre, en ce qui concerne les tensions qui surgissent dans la gestion durable du patrimoine culturel, l'approche des biens communs culturels suggère qu'elles ne se limitent pas au problème de l'équilibre entre les valeurs économiques et culturelles, mais qu'elles se rapportent également à l'écart entre les incitations faites aux différents types d'acteurs et à leur comportement opportuniste potentiel.
- 21 Enfin, au-delà du concept de capital culturel, celui de biens culturels communs élargit le cadre intellectuel fondé sur la notion de district culturel. Cette dernière, dans une perspective entrepreneuriale et organisationnelle sur la façon d'utiliser le patrimoine comme facteur dans les processus de production, a mis en lumière le problème de l'action collective dans la coordination des institutions et des entreprises culturelles locales. Surtout, les biens culturels communs étendent le problème de cette action collective identifié à l'origine dans le modèle du district culturel à un plus large éventail de dilemmes sociaux impliquant la gestion et la conservation du patrimoine et aborde dans une perspective plus étendue la question de la gouvernance des dimensions multiples du patrimoine en tant que ressource partagée.

BIBLIOGRAPHIE

- BANDARIN Francesco, HOSAGRAHAR Jyoti & SAILER ALBERNAZ Frances, 2011, « Why development needs culture », *Journal of cultural heritage management and sustainable development*, vol. 1, n° 1, p. 15-25.
- BARRÈRE Christian, 2013, « Heritage as a basis for creativity in creative industries. The case of taste industries », *Mind & Society*, vol. 12, p. 167-176.
- BERTACCHINI Enrico, BRAVO Giangiacomo, MARRELLI Massimo & SANTAGATA Walter (dir.), 2012, *Cultural commons. A new perspective on the production and evolution of cultures*, textes issus du « CSS-Ebla international workshop on cultural commons » (Turin, janvier 2010), Cheltenham, Edward Elgar.
- BOYLE James, 2003, « The second enclosure movement and the construction of the public domain », *Law & contemporary problems*, vol. 66, n° 1-2, p. 33-74.
- COMINELLI Francesca & GREFFE Xavier, 2012, « Intangible cultural heritage. Safeguarding for creativity », *City, culture and society*, vol. 3, n° 4, p. 245-250.
- GOULD Peter G., 2017, « Considerations on governing heritage as a commons resource », in GOULD Peter G. & PYBURN Anne K. (dir.), *Collision or collaboration. Archaeology encounters economic development*, Cham Springer International Publishing, coll. « One world archaeology », p. 171-187.
- GOULD Peter G., 2018, *Empowering communities through archaeology and heritage. The role of local governance in economic development*, Londres / New York, Bloomsbury Academic, coll. « debates in archaeology ».
- GRAVARI-BARBAS Maria & RENARD Cécile, 2010, « Une patrimonialisation sans appropriation ? Le cas de l'architecture de la reconstruction au Havre », *Noroi. Environnement, aménagement, société*, n° 217, « Interroger les processus de valorisation des espaces urbains », p. 57-73. Disponible en ligne, <https://journals.openedition.org/noroi/3476> [lien valide en juin 2020].
- GREFFE Xavier, 2004, « Is heritage an asset or a liability? », *Journal of cultural heritage*, vol. 5, n° 3, p. 301-309.
- HESS Charlotte, 2008, « Mapping the new commons », intervention au cours de la conférence « Governing shared resources. Connecting local experience to global challenges » organisée par l'International Association for the Study of the Commons (University of Gloucestershire, Cheltenham, 14-18 juillet 2008). Disponible en ligne, http://dlc.dlib.indiana.edu/dlc/bitstream/handle/10535/304/Mapping_the_NewCommons.pdf [lien valide en juin 2020].
- HESS Charlotte & OSTROM Elinor (dir.), 2007, *Understanding knowledge as a commons. From theory to practice*, Cambridge (Massachusetts), MIT Press.
- LAZZERETTI Luciana, 2003, « City of art as a high culture local system and cultural districtualization processes. The cluster of art restoration in Florence », *International Journal of urban and regional research*, vol. 27, n° 3, p. 635-648.
- MOSSETTO Gianfranco, 1994, « The economic dilemma of heritage préservation », in PEACOCK Alan & RIZZO Ilde (dir.), *Cultural economics and cultural policies*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, p. 81-96.
- OSTROM Elinor, 1990, *Governing the commons. The evolution of institutions for collective action*, Cambridge (Massachusetts), Cambridge University Press.

- SACCO Pier Luigi, FERILLI Guido, BLESSI Giorgio Tavano & NUCCIO Massimiliano, 2013, « Culture as an engine of local development processes. System wide cultural districts I », *Growth and change. A journal of urban and regional policy*, vol. 44, n° 4, p. 555-570.
- SANTAGATA Walter, 2002, « Cultural districts, property rights and sustainable economic growth », *International journal of urban and regional research*, vol. 26, n° 1, p. 9-23.
- SANTAGATA Walter, 2006, « Cultural districts and their role in developed and developing countries », *Handbook of the economics of art and culture*, vol. 1, p. 1101-1119.
- SERAGELDIN Ismaïl, 1999, « Cultural heritage as public good », in KAUL Inge, GRUMBERG Isabelle & STERN Marc A. (dir.), *Global Public Goods. International coopération in the 21st Century*, Oxford, Oxford University Press.
- SILBERMAN Neil Asher, 2013, « Discourses of development. Narratives of cultural heritage as an economic resource », in STAIFF Russel, BUSHELL Robyn & WATSON Steve (dir.), *Heritage and Tourism. Place, encounter, engagement*, Londres, Routledge, p. 213-225.
- THROSBY David, 1995, « Culture, economics and sustainability », *Journal of cultural economics*, vol. 19, n° 3, p. 199-206.
- THROSBY David, 1999, « Cultural capital », *Journal of cultural economics*, vol. 23, n° 1, p. 3-12.
- THROSBY David, 2016, « Investment in urban heritage conservation in developing countries. Concepts, methods and data », *City, culture and society*, vol. 7, n° 2, numéro spécial « Culture, sustainable development and social quality », p. 81-86.
- THROSBY David, 2017, « Culturally sustainable development. Theoretical concept or practical policy instrument? », *International Journal of cultural policy*, vol. 23, n° 2, « Cultural policies for sustainable development », p. 133-147.
- VARINE Hugues de, 2002, *Les Racines du futur. Le patrimoine au service du développement local*, Lusigny-sur-Ouche, Asdic, coll. « Décision locale ».
- ZHANG Yan, 2012, « Heritage as cultural commons. Towards an institutional approach of self-governance », in BERTACCHINI Enrico, BRAVO Giangiacomo, MARRELLI Massimo & SANTAGATA Walter (dir.), *Cultural commons. A new perspective on the production and evolution of cultures*, textes issus du « CSS-Ebla international workshop on cultural commons » (Turin, janvier 2010), Cheltenham, Edward Elgar., p. 153-177.

NOTES

1. Silberman (2013) ; Bandarin, Hosagrahari & Sailer Albernaz (2011).

RÉSUMÉS

Au cours des deux dernières décennies, le rôle du patrimoine dans le développement économique durable a été de plus en plus reconnu. Pourtant, il manque encore dans l'analyse économique appliquée au domaine culturel et patrimonial un cadre théorique global répondant aux défis

multiformes que pose ce nouveau paradigme de développement. L'article examine de manière critique les notions de capital culturel, de district culturel et de bien commun culturel, introduites dans le domaine de l'économie de la culture pour aborder sous différents angles les défis analytiques et politiques des stratégies de développement axées sur le patrimoine. L'article affirme que les trois concepts pourraient représenter les éléments constitutifs d'un cadre théorique intégré de gestion et de conservation du patrimoine pour parvenir à un développement économique durable. Après avoir examiné les trois concepts individuellement, l'article met en évidence leurs relations et complémentarités.

In the last two decades there has been an increasing recognition of the role of heritage for sustainable economic development. Yet, there is still lack in the economic analysis applied to the cultural and heritage field of a comprehensive framework addressing the multifaceted challenges this new development paradigm poses. The paper critically examines the notions of cultural capital, cultural district and cultural commons, introduced in cultural economics to address from different perspectives the analytical and policy challenges of heritage-led development strategies. The article claims that the three concepts might represent building blocks of an integrated framework of heritage management and conservation to achieve sustainable economic development. After reviewing the three concepts individually, the paper highlights their relationships and complementarities.

INDEX

Mots-clés : économie du patrimoine, pratiques communautaires, bien commun, district culturel, capital culturel, patrimoine, patrimoine bâti, patrimoine culturel immatériel, patrimonialisation, développement durable, développement local, développement touristique durable

Keywords : economics of cultural heritage, community practices, commons, cultural district, cultural capital, cultural heritage, built heritage, intangible cultural heritage, heritagization, sustainable development, local development, sustainable tourism development

AUTEUR

ENRICO BERTACCHINI

Professeur associé au département d'Économie et de Statistiques de l'université de Turin
enrico.bertacchini@unito.it